

CONDITIONS GENERALES DE VENTE DE L'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE

- Version en français
- Version en anglais
- Les dispositions de l'article L441-6 du Code de Commerce

• CONDITIONS GENERALES DE VENTE DE L'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE

La société INFOCOM INDUSTRIE, siège à Bron 69500 - 213, Avenue Franklin Roosevelt, est spécialisée dans le développement d'outils de communication et la création graphique qu'elle réalise à la demande des clients (ci-après dénommés « LE CLIENT »).

Les présentes conditions générales de prestations de services visent à permettre au CLIENT de déterminer sa commande. Le seul fait de passer commande implique pour le CLIENT une totale adhésion aux présentes conditions générales, à l'exclusion de tout autre document dont le CLIENT aurait pu avoir connaissance par ailleurs (publicité, prospectus...), sous réserve d'éventuelles conditions particulières convenues par écrit entre l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE et le CLIENT.

Aucune condition particulière du CLIENT ne peut, sauf exception formelle de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE, prévaloir sur les présentes conditions générales. Toute condition contraire posée par le CLIENT sera, à défaut d'acceptation expresse de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE, inopposable à cette dernière. Le fait pour l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE de ne pas se prévaloir à un moment donné de l'une quelconque des clauses des présentes conditions générales ou des conditions particulières des commandes et devis ne saurait être interprété par le CLIENT comme valant renonciation à se prévaloir de l'une quelconque de ces conditions.

ARTICLE 1 - PRISE DE COMMANDE

Toute commande est prise en compte par l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE dans la seule mesure où celle-ci comporte une quantité d'informations suffisantes (description du produit, définition du projet...) au lancement du projet. Le bénéfice de la commande est personnel au CLIENT et ne peut être cédé sans l'accord de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE.

Le CLIENT garantit que le produit ou la marque pour lequel/laquelle il souhaite confier la réalisation du projet ne viole aucun droit de propriété intellectuelle des tiers ; il reconnaît avoir pris toutes les dispositions de sorte que la responsabilité de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE ne pourra être recherchée à ce titre.

ARTICLE 2 - PHASES DE REALISATION

Toute prise de commande donne lieu à l'établissement d'un devis et d'un bon à tirer ("**BAT**"). Compte tenu du caractère particulier de l'activité de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE, les devis précisent les différentes phases successives de réalisation de la commande passée par le CLIENT et, à ce titre, les développements de communication et/ou les créations graphiques qui seront réalisées par l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE (les "**Prestations**"). Toute phase entamée et validée suite au BAT est due ; toute phase complémentaire fera l'objet d'un nouveau devis.

ARTICLE 3 - MODIFICATION DE LA COMMANDE

Toute modification de commande sollicitée par le CLIENT, alors que la phase d'exécution concernée est toujours au stade de conception et de mise au point, sera prise en compte par l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE dans la seule mesure où elle lui parviendra par écrit.

Si le CLIENT choisit de renoncer à sa commande, il devra alors à l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE, en plus du paiement des prestations déjà réalisées, une pénalité d'annulation équivalant à 10% du montant de la commande annulée.

ARTICLE 4 - BUDGET

Les budgets proposés par l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE dans ses devis s'entendent frais de maquette inclus, dans la limite du nombre de maquettes strictement nécessaire à la mise en œuvre de chaque phase de réalisation, frais de fabrication inclus. Toute maquette standard supplémentaire réalisée à la demande du CLIENT sera facturée séparément au tarif HT par maquette en vigueur lors de sa réalisation, en plus des frais de fabrication supplémentaires.

ARTICLE 5 - INFOCOM INDUSTRIE : « agence mandataire payeur » TARIFS / REMUNERATIONS

L'agence INFOCOM INDUSTRIE exerce ses activités en application de la loi Sapin n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques pour les prestations ayant pour objet l'achat d'espace publicitaire sur tous supports (presse, web, affichage...) l'édition ou la distribution d'imprimés publicitaires.

Edition / distribution d'imprimés publicitaires

Le prix des prestations est déterminé à chaque devis, établi dans les conditions des articles précédents. Les tarifs de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE peuvent être obtenus sur simple demande, étant précisé que ces tarifs peuvent faire l'objet de mises à jour régulières. Les frais de création / réalisation sont facturés en honoraires au prix de 50€ HT / heure.

Pour le suivi et la maîtrise d'œuvre / responsabilité relatifs aux prestations de fabrication sous traitées (impression, façonnage...), la rémunération de l'agence se monte à 10% du prix d'achat auprès du fournisseur choisi.

Achats d'espaces publicitaires

La rémunération de l'agence : elle correspond à 15% (« rémunération professionnelle agence ») à déduire du prix total net facturé à l'annonceur. L'agence, règle aux supports le montant total net net (toutes remises déduites). Le client annonceur reçoit copie des factures d'achats pour garantir la transparence des prix.

ARTICLE 6 - FACTURATION

Un acompte peut être demandé à la commande selon les circonstances restant à l'appréciation de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE. L'acompte qui correspond à 30% du montant du devis établi par l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE fera alors l'objet d'une première facture.

Dans tous les cas, une facture est en principe établie par l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE pour chaque phase d'exécution. A titre exceptionnel, certaines phases pourront être regroupées au titre de

la facturation, dans le cadre de conditions particulières convenues par écrit entre l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE et le CLIENT.

ARTICLE 7 - MODALITES DE PAIEMENT

Les factures établies par l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE sont payables au plus tard dans un délai de 30 jours (trente jours) de leur émission. La date portée sur la facture constitue le point de départ du délai de paiement.

L'Acheteur est libéré de son obligation de paiement une fois que la somme due est effectivement encaissée par l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE, la simple remise du titre de paiement étant insuffisante.

Aucun escompte ne sera pratiqué par l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE pour paiement comptant ou dans un délai inférieur à celui stipulé ci-dessus.

ARTICLE 8 - RETARD OU DEFAUT DE PAIEMENT

En cas de retard de paiement, l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE se réserve en principe le droit d'interrompre la phase d'exécution en cours.

Toute somme versée après la date de paiement figurant sur la facture, lorsque le versement intervient au-delà du délai fixé par les conditions générales, donnera lieu à l'application de pénalités d'un montant égal à trois fois le taux de l'intérêt légal. Ces pénalités seront exigibles sur simple demande de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE.

Une indemnité forfaitaire d'un montant de 40€ (quarante euros) sera également due par le CLIENT en cas de retard ou de défaut de paiement à l'échéance. L'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE se réserve en outre le droit de demander une indemnisation complémentaire des frais de recouvrement effectivement engagés (frais d'huissier notamment), passé ce montant de 40€, et sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 9 - LIVRAISON

La présentation des Prestations au CLIENT se fera au fur et à mesure de l'avancée des phases d'exécution et de la mise au point des maquettes. La livraison de la Prestation finale se fera à l'issue de la validation du BAT par le CLIENT. La dernière phase d'exécution se fera, selon les disponibilités de chacun, par la remise des documents au CLIENT ou à toute personne désignée par lui au bureau de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE ou, sur demande du CLIENT, à l'adresse souhaitée par le CLIENT, les frais de port étant alors à sa charge. Un bordereau de remise des documents se rapportant aux Prestations, daté et signé par une personne dûment habilitée par le CLIENT, sera remis à l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE en contrepartie des documents livrés.

ARTICLE 10 - RECEPTION

La réception de la Prestation par le CLIENT se fera en l'état à la fin de chacune des phases d'avancement du projet. Ainsi, compte tenu des différentes phases consécutives de réalisation de la Prestation, des séances de présentation au CLIENT et des réceptions obtenues à chaque étape, le CLIENT disposera d'un délai d'une semaine après livraison des documents d'exécution définitifs pour faire connaître à l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE toute éventuelle réclamation relative à la non-conformité de la Prestation à la dernière maquette précédemment acceptée par le CLIENT. La

réception et l'acceptation de la Prestation à chaque étape de réalisation seront réalisées dès lors que le CLIENT aura laissé passer les éventuels délais de réserve et/ou dès lors qu'il aura accepté le démarrage de la phase suivante, par exemple en payant le prix convenu pour la phase précédente.

ARTICLE 11 - REFUS

Toute proposition refusée par le CLIENT reste l'entière propriété de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE. Cependant, et étant rappelé que toute phase entamée est due, les éléments pour lesquels le CLIENT aura acquitté le règlement des prestations correspondantes (cas de fichiers par exemple) resteront la propriété du CLIENT.

L'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE se réserve le droit d'intenter toute action et de demander tout dommages et intérêts que justifierait un refus abusif de la part du CLIENT s'il est établi, compte tenu des faits, que ce refus est bien abusif et qu'il cause à l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE un préjudice, qu'il soit moral, financier ou commercial.

ARTICLE 12 - CONFIDENTIALITE

L'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE s'engage à ne divulguer aucune information confidentielle relative au CLIENT ou aux produits et/ou services du CLIENT. Dans le cas où l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE serait conduite à créer des documents confidentiels, ceux-ci seront détruits à la demande du CLIENT ; l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE ne conservera aucun exemplaire, que ce soit en format papier ou en format électronique. A charge pour le CLIENT de conserver les fichiers de sauvegarde.

ARTICLE 13 - RESPONSABILITE DE L'AGENCE

En cas de faute avérée de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE, seuls les dommages directs sont indemnisables, à l'exclusion des dommages indirects, tels que par exemple la perte de profit alléguée par le CLIENT.

En tout état de cause, la réparation en cas de faute avérée de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE ne pourra être supérieure au montant du prix de la prestation acquittée.

ARTICLE 14 - CESSION DE DROITS

L'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE cède expressément tous les droits d'utilisation et d'exploitation de ses développements et créations, une fois l'intégralité des phases énoncées dans le devis achevée et dûment réglée par le CLIENT, exclusivement aux fins de leur utilisation et de leur exploitation telles que convenues dans le devis accepté.

ARTICLE 15 - REMISE

En cas de remise par l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE au CLIENT des éléments matériels (supports informatiques...) comportant les créations, il est expressément précisé que ces éléments ne pourront être ni modifiés, ni transmis ni utilisés pour d'autres projets, ni faire l'objet d'une utilisation autre que celle expressément mentionnée dans le devis accepté.

Le CLIENT devra citer le nom de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE lisiblement sur tous les supports utilisant les créations et développements.

ARTICLE 16 - UTILISATION PROMOTIONNELLE

Le CLIENT reconnaît à l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE le droit de mentionner son nom et sa qualité de client de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE ainsi que de reproduire les développements et créations réalisés, dès lors que ceux-ci auront été divulgués publiquement par le CLIENT, dans toute manifestation, tout document ou publication à but promotionnel, présentant l'activité de l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE (foires, salons, plaquettes, brochures, annuaires professionnels, site Internet...).

ARTICLE 17 - FIN DE COLLABORATION

La collaboration s'effectue par tacite reconduction d'année en année. La rupture de collaboration fait nécessairement l'objet d'une confirmation écrite préalable de la part du client au minimum 3 mois avant la fin de l'exercice (31 décembre). Les frais de résiliations non énoncés au préalable se montent à 3 mois d'honoraires.

En cas de rupture prématurée, avant le terme défini soit le 31 décembre, les honoraires de l'agence seraient dus dans leur intégralité sur toute la période du contrat quels qu'en soient les motifs.

Dans le cas d'un CLIENT ayant renouvelé depuis plus de 3 ans la collaboration avec l'AGENCE INFOCOM INDUSTRIE, le préavis de résiliation reste à l'identique. Le CLIENT spécifie par écrit sa demande de suspension/arrêt de prestation au minimum 3 mois avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Les frais de résiliations non énoncés au préalable se montent à 3 mois d'honoraires (au tarif de l'exercice précédent).

La restitution des éléments graphiques donnent lieu au paiement préalable des droits d'auteurs, des frais de cession, restitution et livraison.

ARTICLE 18 - DROIT APPLICABLE ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Les présentes conditions générales sont soumises au droit français. En cas de différends et d'échec de la résolution amiable des difficultés qui devra être préalablement tentée, seul le Tribunal de commerce de LYON sera compétent.

• GENERAL CONDITIONS OF SALES IN INFOCOM INDUSTRIE'S AGENCY

The firm « AGENCE INFOCOM INDUSTRIE », based in Bron 69500 - 213, Avenue Franklin Roosevelt, is specialised in the development of communication tools and graphic creation needed by its customers.

The following sales' general conditions aims to enable the Customer to determine his order. The action of making an order involves for the Customer a total membership to the following conditions. The only exception is if the Customer has been notified different conditions (advertisement, flyers...), under the condition that the Agency and the Customer have agreed on different terms.

No particular condition required by the Customer can predominate on the following general conditions (except for formal exceptions accepted by the Agency). Any opposite condition put down by the Customer will not be valid (except if the agency gives an express approval). The fact for INFOCOM INDUSTRIE's Agency not to take advantage of one of the general conditions or one of the particular conditions regarding orders and estimates can not be used by the Customer as a legal reason to infrange any of the following conditions.

ARTICLE 1 – ORDER TAKING

Each order is taken into account by the Agency INFOCOM INDUSTRIE, only if the firm has enough sufficient information about the project launching (description of the product, definition of plan...). Benefit from the order is personal to the CUSTOMER and may not be transferred without the AGENCY's agreement.

The CUSTOMER guarantees that the product or the brand involved in the project assigned to INFOCOM INDUSTRIE does not violate any intellectual property rights. The Customer must take all measures in order to assure that the Agency will not be liable for such violations.

ARTICLE 2 – IMPLEMENTATION PHASE

Each order taken involves the establishment of a cost estimate and must be press ready. Considering the specialized activity of the Agency, the cost estimate must specify all the different phases of production and also provide the communication developments and/or the graphic creations that will be achieved by the Agency INFOCOM INDUSTRIE. Each production phase started and declared press ready can be expected by the Customer. Each complementary phase will have to be the object of a new cost estimate.

ARTICLE 3 – MODIFICATION OF ORDER

Any order modification requested by the Customer, if the project's realisation is still at the adjustment stage, will be taken into account by the Agency INFOCOM INDUSTRIE. Therefore, the Customer must notify this modification request using a written statement.

If the Customer decides to give up his order, he will have to pay the Agency for the service that has already been executed and also a penalty fee worth 10% of the cancelled order's amount.

ARTICLE 4 – BUDGET

The budget established by INFOCOM INDUSTRIE in its cost estimate includes all layout fees. The layouts taking into account in the budget are strictly the ones needed for the achievement of the project, including printing and engraving fees. Any additional standard layout executed for the Customer will be separately invoiced (the fee will be based on the current HT layout fee).

ARTICLE 5 – PRICES AND RATES

The price of the service is determined in each cost estimate, respecting the general provisions mentioned above. The Customer can ask the Agency for any rate information, knowing that the rates are subject to regular review and updating.

ARTICLE 6 – INVOICING

Once the customer has executed his order, an advance can be expected by INFOCOM INDUSTRIE, depending on the circumstances of the order. The advance usually reaches 30% of the cost estimate established by INFOCOM INDUSTRIE. This advance will therefore be considered as the first invoice.

In any case, an invoice should be issued by the agency INFOCOM INDUSTRIE for each stage of the sales process. Exceptionally, few stages of the process will potentially be grouped under the same invoice, respecting particular provisions agreed by the customer and the agency in a written statement.

ARTICLE 7 – METHOD OF PAYMENT

The invoice executed by the Agency INFOCOM INDUSTRIE is payable by the Customer within 30 (thirty) days upon receipt. The date figuring on the invoice shall represent the starting point of the deadline.

The buyer is released from his obligation of payment once the amount due is substantially cashed off by the Agency. It is understood that the simple receipt of a title creating an obligation to pay, bill of exchange or other, does not constitute a payment in the meaning of the present clause.

ARTICLE 8 – LATE PAYMENT OR DEFAULT PAYMENT

In case of late payment, the Agency reserves itself the right to interrupt the operation currently being supplied.

Any payment transferred after the scheduled date will result in the application of penalties in an amount equal to three times the legal interest rate ; when payment is made beyond the timeframe fixed in these conditions. These penalties will be due on simple request by the Agency INFOCOM INDUSTRIE. Moreover, after written notice or default, liquidated damages amounting to 40 (forty) euros shall be payable by the Customer, in case of late payment or default payment. The Agency INFOCOM INDUSTRIE also reserves itself the right to ask for additional compensation for all costs

and expenses of collection (such as, but not limited to : bailiff's costs and costs of legal assistance), made in the context of the nonperformance. In case of additional compensation (exceeding the amount of 40 euros), INFOCOM INDUSTRIE must produce further evidence and provide further information.

ARTICLE – 9 DELIVERY

Each phase of production will progressively be presented to the Customer in order for him to be able to keep track of all phases of the process. Drafts and layouts shall therefore be provided. The final product or service can only be valid upon written approval (BAT) by the Customer. The final delivery phase will occur according to the availability of both parties and by the exchange of official documents attesting that the delivery has been successful. The delivery will take place at the Agency's office or at a different address, on explicit request from the Customer. Shipping costs are charged to the Customer. A list of documents referring to the provision of service (signed and dated by a person determined by the Customer), will have to be given to the Agency.

ARTICLE 10 – RECEPTION

The Customer will progressively receive provision of service after each phase of production. Therefore, once one of the phases is achieved, the Agency must provide a substantial presentation to guide the progress of the project. Once the Agency presents one of the finished phase of production, the Customer is given one week to make any further requests on the product or service. After one week, the Agency will not accept any claim about a non-conform layout or draft of the service or product. Furthermore, after one week, once reception of product or service has been delivered, if the Customer has not sent any request to the Agency or if the Customer has paid the price due for the finished phase, it will be considered as a tacit acceptance leading to the next phase of production.

ARTICLE 11 – REFUSAL

If the Customer refuses a proposal, the unfinished project shall normally remain the Agency's property. However, the previous articles mentioned provide that each finished phase of the production is due by the Customer. Therefore, if payment has been executed by the Customer but the process is interrupted by refusal, the unfinished project shall remain the Customer's property.

The Agency reserves itself the right to bring any action against the Customer and/or claim damages if the refusal is qualified as abusive. The refusal is qualified as abusive if it is responsible for a moral, financial or commercial wrong.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITY

The Agency INFOCOM INDUSTRIE undertakes to disclose no confidential information related to the Customer or to the product or service involved. In cases where INFOCOM INDUSTRIE has to create confidential documents, they will be destroyed at the end of the project, if so requested by the Customer. No copy or data will be saved by INFOCOM INDUSTRIE. Customer is solely responsible for taking the necessary steps to back up its data.

ARTICLE 13 – THE AGENCY'S LIABILITY

In a case of proven misconduct by the Agency INFOCOM INDUSTRIE, only direct losses can be compensated. Indirect losses are therefore excluded, such as the subsequent loss of profit alleged by the Customer.

In any case, if INFOCOM INDUSTRIE has not fulfilled its commitments, compensation for direct loss

can not exceed the paid-up amount.

ARTICLE 14 – ASSIGNMENT OF RIGHTS

The Agency INFOCOM INDUSTRIE irrevocably assigns to and in favour of the Customer every right, title and interest created once the production process has come to an end. The production process is considered as finished when each production phase has been fulfilled accordingly to the cost estimate.

ARTICLE 15 – THE SALE PROCEEDS

If INFOCOM INDUSTRIE delivers to the Customer material products containing creations, it is expressly agreed that all these items will not be modified, nor be transmitted, nor be used for different projects, nor be used for a different purpose than the one determined by the established estimate.

The Customer will have to legibly quote the name of the Agency on all items using INFOCOM INDUSTRIE's creation and development.

ARTICLE 16 – PROMOTIONAL USE

The Customer recognize the right to the Agency to mention its name and its quality of Customer for promotional use. The Agency has the right to use all documents and reproduce items and developments created for the Customer in order to promote its activity (fair, exhibition, brochures, leaflets, business-to-business directories...)

ARTICLE 17 – END OF COLLABORATION

The collaboration is carried out by tacit renewal from year to year. The termination of collaboration must necessarily be the subject of prior written confirmation from the client at least 3 months before the end of the financial year (December 31). Termination fees not stated in advance amount to 3 months' fees.

In the event of premature termination, before the defined term, i.e. December 31, the agency's fees would be due in full for the entire period of the contract, regardless of the reasons.

In the case of a CLIENT who has renewed the collaboration with AGENCE INFOCOM INDUSTRIE for more than 3 years, the termination notice remains the same. The CLIENT specifies in writing his request for suspension/termination of service at least 3 months before December 31, for the following year. Termination fees not stated in advance amount to 3 months' fees (at the rate for the previous financial year).

The restitution of graphic elements gives rise to the prior payment of copyright, transfer, restitution and delivery costs.

ARTICLE 18 – APPLICABLE LAW AND RULES ON JURISDICTION

The present general terms and conditions are subject to French Law. In the case of dispute and failure to reach a settlement, only the Commercial Court of Lyon will be competent.

LES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L441-6 DU CODE DE COMMERCE

SOURCE : Legifrance



Article L441-6 du Code Commerce

Modifié par [LOI n°2012-1270 du 20 novembre 2012 - art. 20](#)

I.-Tout producteur, prestataire de services, grossiste ou importateur est tenu de communiquer ses conditions générales de vente à tout acheteur de produits ou tout demandeur de prestations de services qui en fait la demande pour une activité professionnelle. Celles-ci constituent le socle de la négociation commerciale. Elles comprennent :

- les conditions de vente ;
- le barème des prix unitaires ;
- les réductions de prix ;
- les conditions de règlement.

Les conditions générales de vente peuvent être différenciées selon les catégories d'acheteurs de produits ou de demandeurs de prestation de services. Dans ce cas, l'obligation de communication prescrite au premier alinéa porte sur les conditions générales de vente applicables aux acheteurs de produits ou aux demandeurs de prestation de services d'une même catégorie.

Tout producteur, prestataire de services, grossiste ou importateur peut convenir avec un acheteur de produits ou demandeur de prestation de services de conditions particulières de vente qui ne sont pas soumises à l'obligation de communication prescrite au premier alinéa.

Sauf dispositions contraires figurant aux conditions de vente ou convenues entre les parties, le délai de règlement des sommes dues est fixé au trentième jour suivant la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation demandée.

Le délai convenu entre les parties pour régler les sommes dues ne peut dépasser quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture.

Les professionnels d'un secteur, clients et fournisseurs, peuvent décider conjointement de réduire le délai maximum de paiement fixé à l'alinéa précédent. Ils peuvent également proposer de retenir la date de réception des marchandises ou d'exécution de la prestation de services demandée comme point de départ de ce délai. Des accords sont conclus à cet effet par leurs organisations

professionnelles. Un décret peut étendre le nouveau délai maximum de paiement à tous les opérateurs du secteur ou, le cas échéant, valider le nouveau mode de computation et l'étendre à ces mêmes opérateurs.

Nonobstant les dispositions précédentes, pour le transport routier de marchandises, pour la location de véhicules avec ou sans conducteur, pour la commission de transport ainsi que pour les activités de transitaire, d'agent maritime et de fret aérien, de courtier de fret et de commissionnaire en douane, les délais de paiement convenus ne peuvent en aucun cas dépasser trente jours à compter de la date d'émission de la facture.

Les conditions de règlement doivent obligatoirement préciser les conditions d'application et le taux d'intérêt des pénalités de retard exigibles le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture ainsi que le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier dans le cas où les sommes dues sont réglées après cette date. Sauf disposition contraire qui ne peut toutefois fixer un taux inférieur à trois fois le taux d'intérêt légal, ce taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage. Dans ce cas, le taux applicable pendant le premier semestre de l'année concernée est le taux en vigueur au 1er janvier de l'année en question. Pour le second semestre de l'année concernée, il est le taux en vigueur au 1er juillet de l'année en question. Les pénalités de retard sont exigibles sans qu'un rappel soit nécessaire. Tout professionnel en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur, à l'égard du créancier, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé par décret. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification. Toutefois, le créancier ne peut invoquer le bénéfice de ces indemnités lorsque l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire interdit le paiement à son échéance de la créance qui lui est due.

La communication prévue au premier alinéa s'effectue par tout moyen conforme aux usages de la profession.

Est puni d'une amende de 15 000 euros le fait de ne pas respecter les délais de paiement mentionnés aux huitième et onzième alinéas, le fait de ne pas indiquer dans les conditions de règlement les mentions figurant à la première phrase du douzième alinéa ainsi que le fait de fixer un taux ou des conditions d'exigibilité des pénalités de retard selon des modalités non conformes aux dispositions du même alinéa.

II.-Lorsque le prix d'un service ou d'un type de service ne peut être déterminé a priori ou indiqué avec exactitude, le prestataire de services est tenu de communiquer au destinataire qui en fait la demande la méthode de calcul du prix permettant de vérifier ce dernier, ou un devis suffisamment détaillé.

III.-Tout prestataire de services est également tenu à l'égard de tout destinataire de prestations de services des obligations d'information définies à [l'article L. 111-2 du code de la consommation](#).

Cette obligation ne s'applique pas aux services mentionnés aux livres Ier à III et au titre V du livre V du code monétaire et financier ainsi qu'aux opérations pratiquées par les entreprises régies par le code des assurances, par les mutuelles et unions régies par le livre II du code de la mutualité et par les institutions de prévoyance et unions régies par le titre III du livre IX du code de la sécurité sociale.

IV.-Sous réserve de dispositions spécifiques plus favorables au créancier, lorsqu'une procédure d'acceptation ou de vérification permettant de certifier la conformité des marchandises ou des services

au contrat est prévue, la durée de cette procédure est fixée conformément aux bonnes pratiques et usages commerciaux et, en tout état de cause, n'excède pas trente jours à compter de la date de réception des marchandises ou de réalisation de la prestation des services, à moins qu'il n'en soit expressément stipulé autrement par contrat et pourvu que cela ne constitue pas une clause ou pratique abusive au sens de [l'article L. 442-6](#).

V. - Pour les livraisons de marchandises qui font l'objet d'une importation dans le territoire fiscal des départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane, de La Réunion et de Mayotte ainsi que des collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, les délais de paiement prévus aux huitième et neuvième alinéas du I du présent article sont décomptés à partir de la date de dédouanement de la marchandise au port de destination finale. Lorsque la marchandise est mise à la disposition de l'acheteur, ou de son représentant, en métropole, le délai est décompté à partir du vingt et unième jour suivant la date de cette mise à disposition ou à partir de la date du dédouanement si celle-ci est antérieure.